

## LE BLOCUS ET LA CAPITULATION DE METZ VUS DEPUIS PARIS (15 SEPTEMBRE - 15 NOVEMBRE 1870)

© Copyright ©

Jean-François Lecaillon

*Octobre 2000 : L'article ci-dessous fait suite au travail que j'ai effectué sur la "trahison de Bazaine". La volonté de comprendre comment s'était répandue la conviction collective de la trahison du maréchal dans l'esprit de ses contemporains, m'a conduit à jeter un œil sur la correspondance ou les journaux intimes rédigés par des Parisiens pendant le siège de la capitale. Cette analyse m'a permis de voir comment ils ont (ou non) vécu le drame de Metz ; elle a surtout fait apparaître les circonstances qui ont déterminé l'inébranlable conviction populaire de la trahison.*

27 octobre 1870, l'armée du Rhin bloquée à Metz capitule. Le jour même, Paris en est officiellement informé par Félix Pyat dans le Combat, nouvelle qui est confirmée le 31, provoquant stupeur et colère des Parisiens. Dans un contexte d'émeute, et sans que la moindre preuve d'un tel crime ait pu être apportée, l'idée de trahison s'impose d'emblée. Dès les premières rumeurs de l'événement, elle se répand et cristallise l'émotion de toute la population.

Mais pourquoi une accusation aussi grave alors que rien ni personne dans Paris insurgé n'était en mesure de savoir ce qui s'était exactement passé à Metz ? Et pourquoi n'a-t-elle n'a jamais pu être totalement corrigée en dépit des conclusions du procès de Trianon (1873) au terme duquel le maréchal Bazaine, bien que reconnu coupable de fautes graves méritant peine de mort, ne fut pas reconnu "traître" ? Dans le cadre d'une réflexion sur la Mémoire collective et les erreurs qu'elle peut entretenir, la question à elle seule mérite d'être soulevée. Elle interpelle aussi quand on cherche à comprendre le conflit lui-même, son déroulement ou les raisons de la défaite.

Pour ses contemporains, Bazaine fut estimé coupable de n'avoir pas fait le nécessaire pour dégager Paris, d'avoir rendu les armes de la seule armée opérationnelle qui restait à la France sans se préoccuper des efforts que la République développait pour renverser le cours de la guerre ; sa capitulation a été vécue comme un coup de poignard dans le dos. Soit ! Mais, dans le même temps, que faisait Paris pour aider Bazaine à briser le blocus auquel son armée était soumise ? Quels messages les autorités de la République lui ont-elles adressés pour l'encourager à tenir jusqu'à la limite du possible ? Paris a accusé le maréchal des crimes les plus honteux, mais qu'ont fait les responsables de la Défense nationale pour empêcher que le crime soit commis ? C'est dans cette optique qu'on peut s'interroger sur la manière dont le siège de Metz et la capitulation de l'armée du Rhin ont été suivis depuis Paris. L'analyse permettrait d'atteindre deux objectifs : montrer la part des responsabilités de Paris (ou de Tours) dans la reddition de Metz ; mettre en lumière le mécanisme psychologique capable de créer une certitude collective hors de toute preuve matérielle. C'est toute une ambiance de l'année terrible qui pourrait être ainsi reconstituée.

### **Approche méthodologique**

Pour bien comprendre le processus dont il est question, il faut pouvoir reconstruire le climat qui a pesé sur les réactions ou déterminé l'orientation de l'opinion. Dans cette optique, on pourrait utiliser les journaux de Paris ; mais nous disposons aussi des réactions de la population telles qu'elles apparaissent dans les correspondances ou les journaux intimes que rédigeaient certains Parisiens. Ces documents sont intéressants dans la mesure où ils nous mettent au contact direct de ce que ressentait le public, hors de toutes les pressions ou enjeux véhiculés par les médias et dirigeants politiques dont ils étaient les porte-paroles.

Beaucoup d'écrits nous sont parvenus. A ce jour, nous n'avons pas pu analyser en détail tout le matériel disponible. Par défaut, notre analyse se fera donc à partir de 20 textes que nous avons eu le loisir d'étudier d'un peu plus près que les autres. Cet échantillon peut paraître maigre mais il répond à une première exigence, à savoir que les textes concernés couvrent l'ensemble de la période allant du 18 septembre 1870 (date de l'investissement de Paris par l'armée allemande) au 15 novembre (date où parvient à Paris la déclaration de Gambetta proclamant la "trahison de Bazaine"). Nous les avons aussi retenus parce qu'ils ont tous été écrits de manière régulière pendant ces journées et non plus tard, dans le cadre de "souvenirs". On y trouve ainsi écho de l'ambiance au jour le jour, des sentiments qui s'expriment que ce soit ceux de l'écrivain ou ceux des Parisiens que ce dernier observe et dont il décrit les comportements. Ces textes émanent par ailleurs de personnalités assez différentes en terme de convictions politiques, de profession, d'origines, d'âge ou de sexe pour offrir un panel intéressant à défaut d'être pleinement représentatif : nous avons 5 militaires (Colonna Ceccaldi, Darnaud, Leconte, Murat et un anonyme) et 15 civils dont 4 femmes (Mmes de Witt, Lamber, Quinet et Sebran) ; parmi les civils, on relève deux écrivains (Goncourt et Mme Lamber), un peintre (Manet), un médecin (Desplats) et un pharmacien (Bosredon), un bourgeois anonyme ; un provincial (Raoul B), un couple (M. et Mme Morsier) et un étranger (Schuler qui est Suisse). Certes, ces écrivains<sup>1</sup> appartiennent tous à la bonne bourgeoisie républicaine. Nous n'avons pas de témoignages d'ouvriers ou d'artisans des quartiers populaires. Des convictions variées s'expriment toutefois, des plus "révolutionnaires" comme celles de Mme Lamber aux plus conservateurs (Murat, Cornudet), en passant par les moins politisées (Mme Sebran). Certains sont très bien renseignés parce qu'ils sont proches de responsables politiques (Mme Quinet, Mme Lamber ou du Mesnil), d'autre beaucoup moins (Desplats ou Morsier). Parce qu'ils sont aux avant-postes, les militaires reçoivent peu d'informations (ou toujours en retard) ; leurs analyses sont souvent moins averties de la réalité de Paris intra muros ; en revanche, elles sont souvent moins passionnées ou plus réalistes sur le plan militaire. Ajoutons à ces témoignages directs ceux fournis par le bourgeois anonyme qui, pour chaque jour, nous donne l'indice du 3%, la Bourse ! Un bon baromètre de l'opinion ? Peut-être pas, mais il mérite qu'on en étudie les sursauts.

En dépit des lacunes qu'il recèle, on peut donc estimer l'échantillon assez varié et offrant des regards assez avertis pour nous donner une idée de l'ambiance qui régnait dans Paris. Toutefois, au gré des nouvelles et des rumeurs qui circulent ou selon les personnalités qui s'expriment, celle-ci s'avère vite changeante, capricieuse, voire impossible à cerner au plus près. Pour parvenir à dessiner une ambiance globale dont la teneur et les évolutions puissent être considérées comme représentatives, il apparaît nécessaire de dresser un tableau au jour le jour des sentiments de Paris dont ces gens se font l'écho, qu'ils partagent l'opinion générale qu'ils côtoient ou qu'ils la contestent. C'est ce que nous avons fait sur le modèle présenté ci-dessous.

#### Modèle du tableau d'analyse

Date	Événement	sentiment	Auteur
18/09	Investissement de Paris	« résignons nous » « spectacle qui serre le cœur »	De Witt Schuler
19/09		« peuple dégoûté... malheur à l'ennemi » Consternation « ardeur... bon augure » inquiétudes « épouvante des parisiens »	Raoul Bosredon Desplats Goncourt Schuler

En mettant ainsi côte à côte les impressions de chacun, on peut faire apparaître l'évolution du sentiment public, cerner les moments de découragement ou, au contraire, les périodes pendant lesquelles la pression monte, et saisir ainsi dans quel état d'esprit vivaient les Parisiens au moment où le sort du pays se jouait. Qu'en ressort-il précisément ? Trois temps se dessinent.

### **18 septembre - 10 octobre : réactions cyclothymiques et "silence" des Parisiens sur Metz.**

Dans cette période, il est impossible de définir une tendance générale et commune à tous, un sentiment qui soit partagé et continu. Les jours d'espoir suivis de déprime et vice-versa se succèdent. Certes, le moral n'est pas très bon. L'anxiété est générale observe Mme Quinet le 22 septembre. Mais dans le détail le sentiment est instable. Après l'exaspération des premiers jours du siège provoquée par la débandade des zouaves à Châtillon, l'optimisme s'affirme (fin du mois de Septembre) ; mais il retombe vite quand survient l'annonce de la capitulation de Toul et de Strasbourg au début d'octobre. Je me réjouis (...) mais je suis inquiet écrit l'un de nos auteurs (anonyme) le 6 octobre, traduisant cette hésitation permanente des Parisiens qui ne savent trop ce qu'ils doivent espérer. Ils doutent des bonnes nouvelles trop souvent démenties par de mauvaises qui leur succèdent. Et quand ils manifestent un espoir nouveau, ils semblent plus le faire pour se convaincre que tout va aller mieux que parce qu'ils y croient vraiment : un nouvel avenir se présente écrit le Dr Desplat (27/9) ayons donc confiance (28/9). Mais on sent qu'il le dit pour mieux s'en convaincre, se référant à la bonne vieille méthode Coué ! Edmond Goncourt n'est pas dupe de cette inconstance régnante quand il constate ces hauts et ces bas de l'espérance (23/9) ; nous vaincrons ! lance le capitaine Darnaud le 6 Octobre. Mais on se demande si ce n'est pas pour conjurer le sort plus que par conviction. Alternance de colères ou d'inquiétudes d'une part, d'espoirs et d'impatiences patriotiques d'autre part. Cette opinion changeante n'est pas vécue au même rythme par les uns et les autres. Le même jour (2/10) Cornudet exprime sa confiance dans l'avenir, Mme Sebran se réjouit de la belle journée, tandis que le cœur de Mme Lamber se déchire et que Schuler avoue sa tristesse. Le 4, Desplat affirme que la situation s'améliore tous les jours quand Moland exprime sa profonde inquiétude. L'un espère quand l'autre se démoralise et vice-versa. Inquiets ou désabusés, les Parisiens veulent y croire mais entretiennent de bonnes raisons de douter.

Dans ce contexte incertain, l'évocation de Metz est rare, toujours succincte et imprécise ; nos témoins font de brèves allusions au lointain blocus ; mais on sent qu'ils le font parce que les journaux ou dépêches publient quelques entrefilets sur le sujet, nullement parce qu'ils seraient préoccupés par celui-ci. Le blocus subi par la capitale lorraine provoque fort peu de commentaires de leur part. A lire la prose des Parisiens, on ressent une étonnante impression de désintérêt pour ce qui se passe à Metz, comme si le sort de l'armée du Rhin ne les concernait pas au premier chef ; ou que ce qui s'y passait allait de soi. Des nouvelles de Metz arrivées à Paris le 7 octobre sont commentées ainsi par Cornudet le 10 : *On parle ce soir d'une sortie victorieuse de Bazaine le 6 octobre. Le fait n'est peut-être pas encore exact, mais il le sera un jour où l'autre, si nous en croyons ceux qui disent que Bazaine sortira de Metz quand il voudra.* Certes, on perçoit dans le propos une pointe de doute ; il reflète pourtant une confiance étonnante. Raoul B. ne commente pas les nouvelles venues de Metz, mais le 9, il écrit : *Décidément tout va bien chez nous et la confiance dans le succès final tend à dominer de jour en jour.* Pour beaucoup, il n'y a pas de doute : Bazaine va venir, on peut compter sur lui. Se posent-ils la question de savoir où il en est réellement, comment il peut forcer les lignes ennemies, comment il ralliera Paris sans être intercepté par les Prussiens et risquer le désastre subi par Mac-Mahon à Sedan ? Non. On a l'impression qu'ils reportent sur la question un regard totalement abstrait, désincarné. On s'attendrait à les voir s'inquiéter et discuter de la situation pour mesurer les chances de retournement ; avec l'imagerie qui encombre notre mémoire présente, on voudrait presque les voir penchés sur les postes à galène pour tenter de capter une information et planter sur des cartes des petits drapeaux marquant l'évolution du front. Qu'on me pardonne cet anachronisme : je le commets uniquement pour souligner ce que j'appelle "le silence des Parisiens" sur la question de Metz. Ce silence s'explique assez bien par l'absence de nouvelles liées au siège que subit Paris ; *a priori* on ne parle pas de ce qu'on

ne sait pas. Mais pourquoi, en ce cas, entretenir la certitude que Bazaine prépare une sortie ? Cette incohérence paraît significative d'une population totalement coupée des réalités. Sans oublier que le regard des Parisiens est aussi et surtout capté par des préoccupations plus urgentes pour eux : la raréfaction des vivres, l'absence des nouvelles des parents qui sont en province, les manifestations de l'extrême - gauche, l'indiscipline ou l'inexpérience des troupes parisiennes (Garde nationales, zouaves et mobiles) et les échecs répétés qu'elles rencontrent. Metz est donc loin de leur esprit et cette distance est importante dans la mesure où elle entretient les illusions. C'est sur ce terrain de la sous information et de l'irréalisme que les accusations vont pouvoir fleurir.

Dans ce contexte, les rares réflexions sur le sort de l'armée du Rhin n'en prennent que plus de relief. Une seule allusion est franche autant que symptomatique de la manière dont Paris et les responsables de la Défense nationale raisonnent. Mme Quinet rapporte dans son journal le point de vue que son mari adresse à ces derniers : *C'est Paris, qu'il faut délivrer, leur dit-il, et non Metz. Paris est plus facile à atteindre que cette mer de fer et de feu, l'Alsace et la Lorraine où l'on prétend aventurer 80000 hommes* (8/10). Certes, Mme Quinet regrette que son mari ne soit pas entendu ; et les raisons qu'elle donne à un tel choix tactique sont très compréhensibles autant que légitimes : *Ne recommencez pas la faute de Mac-Mahon*. A travers ce témoignage, on discerne cependant l'état d'esprit de Paris et les débats qui agitent les autorités : que faire ? Aider Bazaine, le secourir... ou espérer qu'il tienne le plus longtemps possible en attendant qu'on puisse lever de nouvelles armées ? Mais alors qui lâche qui en cet instant ? Enfermé dans Metz et guettant la moindre nouvelle (il apprend le désastre de Sedan et l'établissement d'un nouveau régime aux alentours du 10 septembre) Bazaine ne reçoit du gouvernement aucun message, encore moins d'instruction. Entre les faits (Bazaine n'est pas contacté par les membres du nouveau gouvernement, Gambetta tente d'organiser une armée sur la Loire pour dégager Paris) et le propos rapportée par Mme Quinet, il y a convergence : l'armée du Rhin n'est pas la préoccupation militaire première de la Défense nationale ni des Parisiens.

Ce qui frappe encore à la lecture de ces lettres ou journaux, c'est une sorte de "parisiano centrisme" que dénonce, d'ailleurs, le bourgeois anonyme. A l'annonce de la prise de Rome par les Italiens et du réveil de la question d'orient, il écrit : *Malgré la gravité de ces faits, rien ne peut nous émouvoir, et ces deux nouvelles passent sans nous troubler le moins du monde. Cela se comprend, Paris est tellement absorbé par ses propres affaires qu'il ne voit rien en dehors de lui-même* (3/10). Le propos se vérifie aisément dans la majorité des textes. Bonnes ou mauvaises, et en dépit de leur rareté qui devrait susciter des réactions quand enfin on en reçoit, les nouvelles de province - et de Metz tout particulièrement - justifient une simple évocation mais fort peu de commentaires. Comme si le sort de Paris ne pouvait se jouer qu'à Paris ! On a vraiment l'impression que si le blocus de Metz est conçu comme important par les Parisiens, il n'est pas déterminant. Ce en quoi ils se trompent et on a peine à croire l'insouciance dont ils font preuve. Car Metz est la seule armée comportant des troupes aguerries et des cadres expérimentés. Comment faire l'impasse sur la seule force opérationnelle qui reste à la France, la seule qui, en dépit de sa triste position, a remporté des succès tactiques sur les Prussiens (à Borny et à Rezonville) ? On peut encore comprendre la méfiance nourrie par les principaux leaders républicains qui savent cette armée dirigée par des généraux restés attachés à l'empire (Le Boeuf, Bourbaki<sup>2</sup>, Bazaine peut-être...) ou à la monarchie (Changarnier, Ladmirault...). Mais comment le Parisien patriote qui ne songe qu'à la nécessité de repousser l'ennemi sans se préoccuper de savoir quel régime la France adoptera une fois la victoire acquise, comment ce Parisien pouvait-il ignorer une aussi simple réalité militaire ? Certes, le manque d'informations et le fantasme entretenu par l'ignorance de ce qui

se passait réellement nous offre un début d'explication, mais est-elle suffisante ? Toujours est-il, qu'en esprit tout du moins, l'abandon de l'armée du Rhin par Paris semble bien réel.

### **10 au 26 octobre : Une confiance croissante des Parisiens**

En l'espace de quelques jours, l'opinion parisienne bascule. Quelques bonnes nouvelles et l'observation des progrès militaires des troupes cantonnées dans Paris font soudain apparaître une *impatience* et une *confiance* qui deviennent générales. L'espoir qui s'installe ainsi est important pour comprendre ce qui va se produire entre les 27 et 31 octobre : il met les Parisiens dans un état d'esprit excessif qui les rendra incapables d'accepter sereinement les mauvaises nouvelles qui vont subitement leur tomber dessus.

Lorsqu'on analyse les réactions de nos 20 témoins, la tendance est nette : près des 3/4 des annotations exprimant un sentiment s'avèrent optimistes. La proportion est la même qu'il s'agisse des militaires ou des civils. L'expression d'inquiétudes (21 cas sur 75 avis relevés) est assez concentrée dans le temps (entre le 23 et 25 octobre correspondant à l'échec de l'opération de la Malmaison) ; elles émanent par ailleurs des personnes les plus proches du pouvoir (Mmes Lamber et Quinet, du Mesnil), autrement dit de personnes mieux informées que le commun et souvent un ou deux jours plus tôt ; l'expression d'une inquiétude par ces témoins le 25 ou 26 au lieu du 27 ou 28 pour le plus grand nombre, ne serait donc pas celle d'une différence d'opinion ou de sensibilité, seulement d'un décalage chronologique dû à la lenteur de diffusion des nouvelles. Révélateur de ce décalage qui prouve par ailleurs que les membres du gouvernement se doutaient de ce qui se préparait et qu'ils allaient pourtant nier quelques jours plus tard, les propos tenus par Mme Quinet les 25 et 26 octobre : *On redoute les intrigues souterraines de la réaction en province* écrit-elle le 25 ; *depuis 6 semaines, la situation n'a pas changé ; les jours se suivent et se ressemblent ; point d'armée de secours.* Autre exception notable à la tendance générale : l'officier de marine. Il reste inquiet parce qu'il ne se fie qu'à ses observations et que sa science militaire lui montre les limites des progrès qui emportent pourtant l'enthousiasme des Parisiens. Le 17 octobre, il écrit : *le gouvernement, pour se disculper du reproche d'inaction qui lui a été adressé non sans motifs, publie aujourd'hui le relevé des travaux exécutés depuis six semaines pour mettre Paris en état de défense. Leur énumération si longue qu'elle soit, ne provoquera que l'admiration des gens étrangers au métier.* Le 20, il exprime la même lassitude face à une presse qui grossit le moindre succès : *combien nous nous nuisons nous mêmes en endormant ainsi la population par le récit d'efforts et de succès imaginaires.* L'échec de la Malmaison le conduit à l'ironie la plus cinglante : *il y a un parti pris à décerner un brevet d'infaillibilité ?* On ne peut pas dire que ce témoin là est optimiste !

Cette inquiétude de quelques uns n'en fait que mieux ressortir l'optimisme grandissant de tous les autres. Au quotidien, l'amélioration progressive du moral est même très marquée. *C'est avec une grande impatience que nous attendons les grands événements qui se préparent et qui doivent mettre fin à cette position insupportable et désastreuse,* écrit le Dr Desplats dès le 10. Son optimisme est net, mais il semble être encore l'expression d'une volonté d'auto persuasion. Dans les jours qui suivent, la tendance à l'optimisme se généralise pourtant : *la confiance augmente ici tous les jours,* souligne le même Desplats dès le lendemain, *Nous attendons l'ennemi qui ne nous attaque point. C'est même agaçant.* Édouard Manet renchérit sur le même ton : *On s'attend cependant tous les jours à quelque chose. Paris est formidablement défendu.* Cette impatience qui s'exprime ne cesse plus, dans les jours qui suivent, de s'amplifier : *Je crois pouvoir affirmer que nous entrons dans une période sérieuse et que nous saurons avant qu'il soit un mois écoulé si la fortune des armes (...) aura continué*

de nous accabler (...) j'ai bon espoir. La population est unie toute entière et pleine de confiance (Raoul B, le 12) ; le moral de l'armée s'est relevé enfin (Anonyme civil, le 13), Paris emprisonné, moralement rien ne lui manque (Quinet). Le 14, Desplats s'enflamme : la situation est bonne et tous les jours, elle s'améliore ; Exaltation d'un homme qui veut rassurer son épouse ? Sans doute. Au même moment, pourtant, Mme De Witt écrit : Paris va de mieux en mieux ; à mesure que les jours s'écoulent paisibles à l'intérieur et fortifiant les chances de délivrance, les méchants peu nombreux se taisent de plus en plus ; les bons se raffermissent (...). Le 15, un article paru dans *La Vérité* suggérant des défaites en province et la capitulation de Metz, contrarie un temps le bel enthousiasme qui commençait à se développer. Raoul B se montre fâché, Mme Lamber évoque une *consternation générale* ; mais son mari (le préfet Adam) la rassure en lui certifiant aussitôt que ces nouvelles sont fausses. L'émotion passée, la *résolution* (Moland) reprend le dessus : *L'espoir ne nous abandonne point*. Informée de l'arrivée en France de Garibaldi, Mme Quinet se dit pleine d'espoir tandis que Schuler observe l'*impatience* croissante des Parisiens (le 15, repris le 16). Du Mesnil se félicite que *l'esprit public (fasse) bonne contenance* (16). Le 17, Mme Quinet s'inquiète : *les nouvelles ne sont pas bonnes*. Le même jour, les Morsier admettent que la Prusse est forte, mais, précisent-ils aussitôt, *la France (est) terriblement tenace et acharnée. Aussi nous avons ici une confiance entière sur l'issue de la bataille qui va se livrer*, souligne aussitôt Desplats. Lorsque les préparatifs auxquels s'adonne la troupe seront terminés, assure-t-il encore (le 18), *on attaquera*. Le doute a disparu. Certes, ce jour là, le 18, le bourgeois anonyme assure que la *tristesse de Paris augmente chaque jour* ; mais ce n'est là qu'un court moment de relâche de l'optimisme ambiant. Dès que Bourbaki est annoncé à Tours, la *confiance* devient *grande* (Cornudet, le 19), les *cœurs* sont *réchauffés* (Lamber), *l'espérance augmente* (Desplats, le 20). Moland estime que *Paris n'a rien à craindre*, ce sont les Prussiens qui sont en train de *perdre du terrain* (21). Même assurance de la part du bourgeois anonyme : *un progrès important s'opère à notre profit*. Le 23, on sent un moment de flottement dans les sentiments de l'opinion, une hésitation, comme l'ombre d'un doute. Cornudet se montre circonspect ; confrontée aux inquiétudes du préfet Adam, Mme Lamber s'interroge sur les risques de troubles, le bourgeois anonyme retombe dans la tristesse, dénonçant *la monotonie désespérante* du siège ; optimiste invétéré, Desplats affirme au contraire que *nos espérances grandissent toujours* et, tout comme lui, Manet *s'attend (...) à quelque grand événement qui rompe la ligne de fer qui nous entoure*. Le lendemain, 24, quand les Parisiens ont l'occasion d'admirer une aurore boréale, beaucoup veulent y voir un *bon présage*, un *pronostic favorable*. Ce n'est que le lendemain qu'apparaissent les premiers signes d'un retournement de tendance (Mme Quinet), d'espoir hésitant (Cornudet), un peu d'abattement (Schuler) qui mettra pourtant du temps à éclater au grand jour et sous forme d'une grande colère tant l'espoir n'a fait que croître jusque là.

Cette confiance aveugle et qui nous semble si déraisonnable s'explique aisément. En tout premier lieu par un besoin psychologique et bien naturel de prendre ses désirs pour des réalités. Trop de défaites, trop de déceptions se sont accumulées. Par référence à ce que peut représenter la France et à l'image que chacun s'en fait, il n'est pas possible que la situation militaire ne se retourne pas. Cornudet en cultive même une véritable certitude mystique. Après avoir lu un article de Vitet dans la *Revue des deux Mondes*, il écrit : *Sans croire que tout soit fini, que toutes nos fautes soient expiées, et surtout que notre régénération sorte toute faite et achevée de nos désastres, j'aime à croire avec M. Vitet que cette grande leçon ne sera pas perdue et que nous saurons en profiter, et je suis heureux de le voir, avec cette éloquence, parler de Dieu à notre société qui l'a trop oublié* (15/10). Dans ce passage, Cornudet se projette dans un avenir que l'on peut situer au delà de la guerre. On sent, cependant, qu'il veut y croire pour l'immédiat, que ce retour aux valeurs qu'il espère est déjà en cours et qu'il pense que la France peut en toucher très bientôt les dividendes. Cet état

d'esprit qui, par une espèce d'instinct animal de survie, anime les Parisiens est si fort autant que répandu qu'il conduit les assiégés à rejeter toute fausse nouvelle ou à exagérer les bonnes ; d'autant plus qu'ils vivent en vase clos et que les esprits se montent les uns les autres. Quand éclate l'affaire Portalis (le 15, le journal *la Vérité* interpelle le gouvernement en laissant entendre qu'il cache des informations dont une possible capitulation de Metz), personne ne veut y croire. Le texte rédigé ce jour là par Mme Lamber est très symptomatique de ce qui se passe dans toutes les têtes : émotion, doute et rejet de la mauvaise nouvelle au profit des bonnes. *La Vérité publie en grosses lettres un numéro à sensation pour dire que la République Rouge est proclamée à Lyon, que Crémieux l'accepte, que l'amiral Fourichon a donné sa démission que Bazaine a capitulé, que nous avons été défaits à Orléans et en Normandie. L'émotion est terrible, la consternation générale ; il me semble que j'ai reçu un coup de casse-tête dans la maison Piétri (...)* Ces nouvelles ne sont pas totalement dénuées de fondements ; Portalis jette un pavé dans la mare et démontre que ceux qui le veulent peuvent avoir une idée des troubles qui animent la Province, des difficultés quant à lever une armée de secours ou des négociations entre Bazaine et Bismarck qui ont commencé ; Portalis ignore les faits précis mais on peut imaginer que cette intuition dont il fait preuve (annonce anticipée des échecs de Metz et d'Orléans) repose sur des raisonnements simples et lucides. Pour autant, les Parisiens ne veulent pas entendre ces paroles de malheur. Dès qu'elle le peut, Mme Lamber se renseigne auprès de son mari et se rassure : *Les mauvaises nouvelles publiées par la vérité sont fausses, me dit Adam. Les nouvelles reçues par le gouvernement seraient bonnes. Garibaldi est arrivé à Marseille et il soulèverait les populations du Midi sur son passage ; l'engagement qui aurait eu lieu à Orléans aurait été favorable ; Cambriels est à Belfort et cherche à ravitailler Metz, à couper les vivres aux Prussiens.* Entre les bonnes et les mauvaises nouvelles, le choix est vite fait, alors que, dans les deux cas, les nouvelles sont autant fondées qu'hypothétiques, ce que Mme Lamber admet d'ailleurs implicitement puisqu'elle utilise à plusieurs reprises le conditionnel. Mais le besoin d'entretenir l'espoir est le plus fort. Le 16, Schuler fait le résumé de la situation telle que Paris peut la connaître ; il écrit : *Metz tient bon* (les interrogations de Portalis n'ont aucun effet sur l'observateur) *le maréchal Bazaine y lutte avec le plus grand héroïsme, afin de pouvoir percer l'armée du prince Charles qui assiège cette place forte. Jusqu'à présent, il paraît que l'armée assiégeante aussi bien que l'armée assiégée ont éprouvé de fortes pertes. Voilà tout ce qu'on sait ici.* Cette ultime restriction entame-t-elle son espoir ? On peut le croire quand, le lendemain, il ironise sur l'entraînement de la troupe à la baïonnette : *cette escrime (...) dégoûtera un peu les jambes trop raides (...) mais en fait d'utilité pratique sur le champ de bataille, elle n'en a pas. Le temps est passé où la baïonnette, arme favorite des Français, jouait un rôle.* Mais quelques jours plus tard, cette appréciation lucide est oubliée ; Schuler pressent des changements heureux : *ce pronostic favorable s'impose à mon jugement par la conduite de l'armée de Paris, par l'attitude courageuse de la population, par les sacrifices qu'elle est résolue à faire, par le soulèvement enthousiaste de la province* (24/10). Dans ce passage rédigé par un témoin pondéré, souvent lucide dans ses réflexions, on voit bien s'exprimer le désir aux dépens de la réalité. Ce qui justifie l'enthousiasme de l'observateur n'est pas le résultat d'une froide analyse, pas même d'une bonne nouvelle ; il se persuade du succès avenir sur les seules bonnes intentions des Parisiens. Comme si la volonté d'en découdre, de se battre jusqu'au dernier, la détermination étaient des arguments suffisants pour gagner une guerre. Il est vrai que, bercé par le souvenir des soldats de l'An II, beaucoup de Français étaient convaincus qu'une levée en masse réalisée au nom de la "Patrie en danger" était un gage assuré de victoire !

En dépit de leur prudence ou d'une attitude souvent expectative, les militaires n'échappent pas au piège de l'espoir fou. Après s'être extasié devant les *moyens de défense inouïe* de la Porte de la Chapelle (27/09), Sébastien Leconte assure son correspondant que *l'enthousiasme gagne tout le monde (...et) que l'ennemi n'est pas prêt de tenir Paris* (15/10). Le 14, Darnaud se sent

prêt : *je puis dire que ma troupe est organisée*. Le 18, il se dit *convaincu qu'avant huit jours tout Paris sera debout et que la Province sera toute entière debout. J'en frémis de joie*. L'homme piaffe d'impatience et regrette seulement que le gouvernement ne soit pas plus résolu. Colonna Ceccaldi fait le point et il évoque la situation de l'armée du Rhin à Metz (19/10). Il regrette que Bazaine n'ait pas réussi à briser le blocus. Mais il estime que les résultats obtenus par le maréchal (immobiliser 170000 Prussiens et leur faire du mal) est *un résultat militaire de 1er ordre et l'équivalent de la plus belle manœuvre (...) il prouve combien l'attitude de Bazaine est fière*. Et de conclure ce jour là, une semaine avant la capitulation : *Nous devons donc, à mon avis, considérer la situation comme très bonne à Metz. Notre armée s'y montre d'une solidité à toute épreuve ; elle paraît approvisionnée pour longtemps (...)*. Seul, l'officier de marine anonyme reste très critique et inquiet.

A ces raisons psychologiques (le refus de voir la vérité en face) auxquelles s'ajoute pour ceux qui s'adressent à un proche (Dr Desplats) le souci de rassurer ce dernier, les Parisiens sont également trompés par les dépêches ou attitudes de leurs dirigeants. La confiance affichée par Trochu les conduit à spéculer sur l'existence d'informations qu'il ne rendrait pas publiques pour des raisons tactiques. L'officier de marine en témoigne à la lecture d'une lettre du gouverneur de Paris paru dans *l'Officiel* le 15 : *cette lettre, écrit-il, d'un style ferme et élevé, calme bien les impatiences et fait taire bien des critiques*. Trochu a un plan et *tout semble indiquer que l'on se décide à tirer parti des immenses ressources de la capitale*. Les dépêches qui parviennent de Tours sont par ailleurs résolument optimistes, trompant tout le monde. S'agit-il pour ceux qui les rédigent d'entretenir le moral des Parisiens ? Certainement, mais c'est bien là où le bât va blesser : le moral est si bien entretenu que le décalage se creuse de manière dangereuse entre ce qui se passe réellement en province et ce qu'en perçoivent les assiégés. Quelques exemples significatifs en témoignent. Le 16, au lendemain de l'affaire Portalis, le gouvernement réplique et se diffuse dans Paris les nouvelles données par le *Journal de Rouen* daté du 12. Les Parisiens ne retiennent que ces bonnes nouvelles, les *sorties de Bazaine, meurtrières pour l'ennemi* et qui rassurent (...) *du reste l'ensemble des dépêches prouvent que le mouvement de la Province est réel et sérieux* (Cornudet) ; *Il nous arrive des nouvelles de provinces très rassurantes qui nous font espérer que bientôt nous serons débloqués. Les armées de la Loire et du Rhône sont prêtes à marcher* (Desplats, le 17). S'appuyant sur les nouvelles apportées la veille par *le globe* et *le Standard* du 10 ainsi que sur celles qu'elle a pu glaner dans son entourage, Mme de Witt transcrit dans son journal : *Bonnes nouvelles de Tours par pigeons ; M. Vitet avait été hier faire une visite au général Trochu (...puis) le soir chez le général de Chabaud qui lui a dit : " je sors de chez Trochu, il dansait la cachuca ou peut s'en faut : avec Bourbaki à Tours, Ducrot et moi à Paris, disait-il, il y aura bien du malheur si nous ne battons pas les Prussiens* (le 19). Le 22, elle se félicite encore d'une *excellente dépêche de M. Steenackers. Il dit que si Paris persévère, la France sera sauvée ; Paris persévèrera (...)* *l'ardeur est grande et la confiance renaît*. S'il est plus critique, du Mesnil ne nous en montre pas moins comment les Parisiens sont rassurés par la teneur et le ton des nouvelles venues de l'extérieur. Il raconte : *la foule qui se tient en permanence à la porte des mairies, pour y savoir les nouvelles, lit ou se fait lire à haute voix une dépêche de Gambetta : "Bourbaki est à Tours ; nous avons encore à Metz 90000 hommes ; Lyon est calme* (19/10). Outre la bonne nouvelle, ce récit nous montre comment celle-ci pouvait être amplifiée par le phénomène de lecture publique. On sait combien la foule peut s'animer rapidement et la raison se diluer en un tel contexte. Dans le désir ambiant d'entendre du positif, l'arrivée d'une dépêche dont le contenu est optimiste déclenche dans Paris assiégé un élan de confiance exagéré. La nouvelle peut même être mauvaise, on est désormais dans une phase où plus rien ne semble pouvoir arrêter l'impatience qui s'exprime. L'annonce de la chute de Chateaudun le 25 consterne les Parisiens. Mme Quinet s'inquiète, elle doute ; ce n'est pas le cas de tous : *Une nation qui donne dans ses malheurs de pareils exemples ne peut mourir,*

lance Cornudet ; *premier exemple d'héroïsme qu'offre la France depuis le commencement de cette malheureuse guerre*, commente l'officier de marine (24), *Serait-ce le signal du réveil du pays ?* Le désastre est ainsi retourné en succès ! Pourtant très critique jusque là (les nouvelles du *Globe* et du *journal de Rouen* ne l'ont pas convaincu d'une amélioration), le bourgeois anonyme se laisse soudain porter par l'enthousiasme qui l'entoure : *de tous côtés les nouvelles sont bonnes*, écrit-il le 19 en apprenant la présence de Bourbaki à Tours ; la dépêche annonçant la chute de Chateaudun lui paraît *exagéré* (25/10). Dès le 26, son pessimisme resurgit et il dit que *les impressions de Paris sont mauvaises*. La Bourse chute, le découragement se répand. Mais ce témoin est déjà atteint par les premiers *bruits* de la capitulation de Metz. Ceux-ci ont couru dans la capitale avant même la publication de l'événement par Félix Pyat le 27 ! Si la rumeur a donc circulé dans Paris, elle n'a pas retenu l'attention des Parisiens qui ne voulaient pas l'entendre. C'est là où nous percevons au mieux l'état de fantasme collectif auquel les assiégés étaient parvenus.

Quelques résultats militaires entretiennent encore la confiance des Parisiens. En premier lieu, les progrès dans la tenue et discipline des troupes. Ils font la fierté du capitaine Darnaud qui ne cesse de s'annoncer prêt à en découdre et qui, chaque jour un peu plus, se montre convaincu de la victoire. Gaston Murat rassure sa mère : *l'esprit des hommes est excellent ; ils désirent vivement une bataille* (25/10). Même entrain chez Sébastien Leconte : *les exercices et le service marchent toujours fort dans notre capitale, et nous nous attendons à une sortie que préparent nos moblots par leurs reconnaissances où ils déploient une résolution et un courage comme de vieux braves* (22/10). Après les lamentables débandades du début du siège (Chatillon le 18/09), les petits succès même sans enjeu nourrissent la confiance des civils qui se félicitent également de la discipline nouvelle dont les troupes font chaque jour la preuve. Après l'affaire de Bagneux conduite par le général Vinoy, le bourgeois souligne combien *la tenue des troupes peut nous faire envisager l'avenir sous des couleurs moins sombres* (anonyme, 13/10). Le lendemain, Desplats tient le même langage : *le résultat sans avoir atteint le but visé a été très favorable. Les troupes ont montré un très grand élan. La mobile s'est également signalée par son intrépidité. C'est de bon augure. Le général Trochu a pu voir là que les mobiles n'ont pas peur, et nous en avons 60000. Confiance donc, messieurs les militaires ! On a fondu des canons aujourd'hui pour la 1ère fois (...) on dit qu'on en fondra 15 tous les deux jours*, écrit Mme Lamber (21/10). Le 23, Cornudet se prend à espérer : *il paraîtrait qu'on a été un instant très inquiet à l'état-major prussien de voir nos troupes s'avancer avec tant d'entrain, on craignait qu'elles ne pénétrassent jusqu'à Versailles*. Cette conduite des gardes nationaux parisiens lui semble vraiment *de bon augure* (25/10). La veille, Schuler appuyait de même ses *bons pronostics* sur *la conduite de l'armée de Paris*. Certes, tous ne se laissent pas aussi facilement convaincre : Mme Quinet, du Mesnil ou le bourgeois observent que les progrès militaires ne produisent malgré tout aucun résultat sérieux ; on est très loin, toutefois, du désespoir cultivé au début du siège quand les Parisiens constataient désertions, débandades, mauvaise tenue au feu ou à l'exercice, sous-équipement, défauts d'encadrement ou mauvais commandement. Pour maigres qu'ils soient, les petits progrès enregistrés entretiennent l'espoir. Celui-ci s'appuie aussi sur l'attentisme des Prussiens. Ces derniers n'attaquent pas. Les plus lucides l'expliquent aisément : l'ennemi préfère attendre que la faim contraigne la ville à se rendre plutôt que de risquer de lourdes pertes par un assaut incertain. Qu'à cela ne tienne ! Nombre de Parisiens ont une autre explication : les Prussiens ont peur ! *Les Prussiens n'osent ni peuvent nous attaquer*, écrit Manet dès le 11 octobre. Ils sont *en train de perdre du terrain*, assure Moland (21/10). *Les soldats prussiens et allemands doivent en avoir assez de la guerre*, suppose Schuler pour justifier ses pronostics (24/10). Le silence des Prussiens en septembre causait *une anxiété générale* certifiait Mme Quinet (le 22/09), désormais il est interprété comme une marque de faiblesse.

Ainsi, à la veille de la capitulation de Metz, les esprits n'y étaient-ils pas préparés. Non seulement, ils ne voient pas le drame arriver, mais la grande majorité des Parisiens se sont forgés une certitude : le succès est à portée de main, il va arriver ; ce n'est plus qu'une question de jours ou de semaines. Leur certitude n'a d'égal que leur impatience de voir se traduire leur espoir en l'annonce d'une grande victoire. Les rares nouvelles qui parviennent de Metz ne font qu'entretenir l'illusion que tout va bien de ce côté. Nul n'oserait mettre en doute cette vérité et le "silence" sur ce sujet se perpétue. Sur nos 20 témoins, ils ne sont guère que 3 ou 4 à se poser de sérieuses questions sur le sujet. Faisant le bilan des échecs qui s'accumulent (Orléans, la Jonchère, Châteaudun), du Mesnil pense que *Metz viendra plus tard, nous n'en doutons pas* (23/10). Il ne devrait pas être surpris le 27. Colonna se félicite que Metz tienne, mais estime que le salut de la France se joue à Paris (20/10). Il ne devrait donc pas trop s'alarmer de la capitulation de l'armée du Rhin ? Dans l'ensemble, on peut dire que dans cette deuxième période rien n'a fondamentalement changé par référence à la première : Paris voit toujours la guerre de son seul point de vue, les Parisiens sont toujours dans l'illusion. Une différence, toutefois - et de taille ! - apparaît : l'affirmation d'un espoir qui prend une dimension paroxystique incontrôlable. C'est dans ce contexte que la nouvelle de la capitulation de Metz tombe.

### **27 octobre - 15 novembre : le "bruit" de la capitulation.**

Le 27 octobre, *le Combat* de Félix Pyat annonce la capitulation de Metz. Ce n'est pas une fausse nouvelle ; l'événement a lieu au même instant. Le journal est bien renseigné. Dans tout Paris, c'est la stupeur. Après quelques instants d'effroi, de tristesse, les Parisiens s'insurgent pourtant : ils refusent de croire la nouvelle. Un tel événement est, pour eux, impossible. Vu l'état d'esprit cultivé les jours précédents ont compris aisément pourquoi. *Impossible d'admettre une telle infamie*, s'emporte Mme Quinet. Ce ne peut être qu'un mensonge, s'indigne Schuler qui dénonce les *intrigues* de ceux qui colportent pareils bruits qui *équivalent en ce moment à la haute trahison* ; le mot est lâché ! Des *mensonges*, dénonce Mme de Witt. Du Mesnil affirme : *l'opinion la plus générale est que le Combat a dit vrai* ; mais ce n'est pas ce qui ressort de l'analyse des textes. Et on sait très vite pourquoi ce témoin pense ainsi à tort : *le gouvernement peut être sincère, il est le dernier informé*. En d'autres termes, il méprise le gouvernement et prend lui aussi ses désirs pour la réalité.

Les Parisiens refusent la nouvelle de la capitulation ; le démenti gouvernemental publié le 28 les rassure et conforte dans leur idée, au point que beaucoup ne prennent même pas la peine de signaler l'affaire dans leur correspondance ou journal. Nouvelle nulle et non avenue, si on l'évoque rapidement le 28 c'est pour dénoncer l'irresponsabilité des propagateurs de rumeurs anti-patriotiques et on passe à autre chose : la prise du Bourget par les troupes de Paris. Un succès, un vrai. La bonne nouvelle chasse la mauvaise. Les Parisiens restent dans l'état d'esprit qui s'est mis en place pendant les 15 jours antérieurs. Mieux : l'illusion s'en trouve encore augmentée, haussée d'un cran, par "réaction". L'annonce de la capitulation de Metz a été un instant si douloureuse que le démenti accompagné du succès militaire du Bourget n'en est vécue que de manière plus exaltante encore. Le bonheur est total sous toutes les plumes : *je ne crois pas me tromper grandement en disant que d'ici une vingtaine de jours, nous aurons frappé un grand coup sous Paris*, assure Colonna. Cornudet est confiant et exprime de la *pitié* pour les propagateurs de fausses nouvelles car *une lutte imminente et formidable* se prépare. *Il est permis d'espérer un dénouement heureux*, renchérit Desplats le 29. *Il y a comme une nuance d'amour propre dans notre satisfaction*, ironise du Mesnil ; mais il semble bien traduire les sentiments qui animent les Parisiens. Malgré les questions qu'il se pose sur le

silence de Bazaine (pas de dépêche depuis le 17), l'officier de marine a *bon espoir*. *S'ils avaient capitulé ou s'ils étaient sur le point de le faire*, analyse-t-il, *le gouvernement le saurait et eût préparé les esprits à ce coup douloureux*. En d'autres termes, l'annonce de la capitulation et le démenti *ferme* publié par le gouvernement n'a fait qu'amplifier les excès de confiance. La confirmation inattendue du drame le matin du 31, conjuguée à la perte sans gloire du Bourget et à l'annonce de l'arrivée de Thiers laissant planer l'éventualité d'un armistice négocié à l'insu des Parisiens ne pouvait ainsi que provoquer une crise grave. Pendant une journée (le 1er), la situation politique va devenir confuse. Mis en cause, le gouvernement est ébranlé. Mais notre propos n'est pas de rappeler les péripéties de cette crise politique qui profite un temps à l'extrême gauche parisienne. Ce qui nous importe ici, c'est de comprendre comment l'idée de la trahison s'est répandue pendant ces quelques journées et pourquoi elle a fini par se fixer sur la tête du seul Bazaine.

Le 31, la nouvelle tombe. La même stupeur qui a frappé les Parisiens le 27 se répand. Mais cette fois, plus aucun doute n'est possible ; et plus que la stupeur, c'est la colère qui se développe. Irritation et consternation, inquiétude aussi, peur et incompréhension transparaissent. Un instant on s'attend à voir resurgir le mot "trahison" qui s'était imposé les 27 et 28. Pourtant, il est pratiquement absent des textes le 31 ; par ce vide, on peut prendre la mesure de la stupeur collective. L'événement semble incompréhensible, inexprimable. Mais cette stupeur qui rend presque muet ne dure pas : le mot réapparaît le 1er. Certes de manière encore assez rare (1/4 seulement de nos témoins) et distanciée, les utilisateurs ne le prenant pas pour exprimer leur sentiment mais pour témoigner de celui qui mobilise la foule qui manifeste dans la rue. *On crie à la trahison ! nous sommes vendus ! par qui ? On n'en sait rien*, écrit Raoul B. L'accusation n'en est pas moins formulée même si tous ne partagent pas l'opinion qui s'exprime sous leurs fenêtres.

De fait, les Parisiens entretiennent tous la même réaction où se mêlent colère, tristesse et rancune. Cette forme d'unanimité s'explique assez bien par le contexte dans lequel la nouvelle de la capitulation de Metz a été donnée. *La catastrophe de Metz eût passé presque inaperçue sans la déplorable affaire du Bourget*, constate du Mesnil (31). *Sur les visages on sent la douleur de la capitulation de Bazaine, une espèce de fureur de l'échec d'hier au Bourget*, précise Goncourt. Le deuxième événement est plus gravement ressenti (fureur) que le 1er (douleur seulement). Mme Quinet ne s'y trompe pas : *par une insigne maladresse, les deux nouvelles étaient affichées en même temps ; la capitulation et l'armistice semblaient solidaires*. Les Parisiens sont furieux du fait de la conjonction des deux défaites (Metz et le Bourget) auquel s'ajoute les rumeurs de négociation d'armistice par Thiers. Trop de mauvaises nouvelles en même temps suffisent à expliquer la crise. Mais l'éclatement de celle-ci est encore amplifié par le sentiment unanime que le gouvernement a menti. Plus que la défaite, c'est bien le mensonge qui exaspère : pourquoi avoir démenti la capitulation le 28 ? Les Parisiens ont le sentiment qu'on leur a caché la vérité pour les tromper. Le gouvernement savait et, au lieu de préparer les esprits, il a fait croire que tout allait bien ! Pourquoi ? L'absence de réponse à cette question indigné tous les témoins quelles que soient leurs convictions politiques. *La capitulation de Metz était attendu depuis longtemps du moment qu'on ne pouvait aller au secours de Bazaine*, souligne le Dr Desplats. L'officier de marine fait le même constat avant de conclure : *la consternation est générale et le gouvernement a contribué à la rendre plus grande encore en ne préparant pas les esprits à ce coup terrible*. En fait, les Parisiens ne sont pas dupes ; ils admettent de même que la perte du Bourget n'est pas une défaite grave car la position n'était pas essentielle. Ce n'est donc pas les défaites qui les choquent, mais bien le fait qu'on ait pu leur mentir. Ajoutons un dernier point pour expliquer l'ampleur de l'émotion, celle que nos témoins n'ont pas été en mesure d'analyser mais qui ressort pourtant de leurs textes : la nouvelle de la chute de Metz combinée à l'échec

du Bourget survient au moment où l'espoir était monté au plus haut : pendant 15 jours, la confiance s'était installée dans les esprits, chacun commençait à croire à un possible succès et la prise du Bourget avait encore amplifié la *résolution* des Parisiens. La chute n'en a été que plus brutale puisque l'on tombait de plus haut ; on peut parier que les mêmes événements n'auraient pas produit le même effet s'ils étaient survenus un mois plus tôt alors que plus personne dans Paris n'avait le moral.

Blessés dans leur fierté et accablés par un retournement de situation inattendu, les Parisiens ont le sentiment d'avoir été trahis. *Mais par qui ?* interroge Raoul B. Les textes apportent des réponses intéressantes. Bazaine ? Dès le 1er novembre Mme Quinet admet cette *horrible* trahison. Mme Sebran dénonce *la honte et les lâchetés de certaines villes*. Parce que rien n'annonçait sa capitulation, parce que les nouvelles étaient bonnes et qu'il était fort quelques jours auparavant, sa reddition ne peut être que le fruit d'une trahison. Aucune preuve de celle-ci n'a pu être avancée à cet instant là ; mais les Parisiens qui croient à ce crime le font parce qu'ils ne peuvent imaginer qu'ils se soient si bien aveuglés eux-mêmes. La culpabilité de Bazaine ne convainc d'ailleurs pas tout le monde. Au commandant de bataillon qui lui annonce en pleurant la nouvelle, l'officier de marine répond : *Metz a sauvé au moins l'honneur des armes*. Le bourgeois est plus radical encore : *Bazaine est un traître ! Voilà comment on explique les choses à Paris. Quand on ne réussit pas, on trahit ; quand on n'est pas vainqueur, on est un lâche ! singulier mode d'appréciation !* ironise-t-il (3/11) en attendant de connaître les causes pour se prononcer. *Ils crient toujours et quand même à la trahison. Trahison avant, trahison après, c'est la "tarte à la crème" avec lequel on a toujours raison auprès de la foule*, écrit Moland le 6/11. *Je doute qu'un soldat puisse sacrifier son honneur à une dynastie qui n'a plus de chances de revenir*, conclut Desplats (17/11). A l'instar de du Mesnil, la plupart, finalement, en *restent réduits aux conjectures* (1/11). D'autres coupables, en revanche, font une quasi unanimité. Pêle-mêle sont accusés : les responsables militaires (Goncourt ou Manet) qui n'ont pas pris les dispositions nécessaires pour garder le Bourget et qui ont fait preuve, une fois de plus de négligence ; l'indiscipline des soldats (officier de marine) ; le gouvernement surtout, qui a menti délibérément et nié l'évidence (la foule des émeutiers, le bourgeois, Mme De Witt qui parle des *coquins* du gouvernement) ; les émeutiers, ceux qui déclenchent la guerre civile quand l'ennemi est aux portes de Paris (Moland, Morsier, le bourgeois, Desplats qui dénonce *les démagogues ; On accuse les gens de Belleville*, regrette du Mesnil qui les défend) ; la province qui ne se lève pas (Sebran, Schuler) ; ceux qui négocient l'armistice et démoralisent le peuple, autrement dit Thiers (Mme Quinet, nombre de Parisiens selon Mme de Witt, Mme Lamber). Chacun a son coupable et d'excellentes raisons d'en vouloir à tel ou tel. Mais, dans notre optique, peu importe à vrai dire ; ce qu'il faut retenir c'est cette ambiance de colère au sein de laquelle chacun cherche à comprendre l'incompréhensible et par laquelle ils ont tous la même explication : il y a eu trahison. Tout le monde est plus ou moins suspect. La question est de savoir si tous ont effectivement une part de responsabilité et laquelle ou s'il est possible pour chacun des protagonistes concernés de se disculper, de rejeter la faute sur l'autre. C'est sur cette base là, très passionnelle autant que politique, que s'est construite l'accusation contre le maréchal Bazaine. Mais pourquoi lui ? Pourquoi le crime va-t-il se fixer sur sa personne et ne plus s'en détacher ?

Trois réponses s'additionnent. La première relève de l'ambiance générale de la guerre. Depuis les premières défaites du mois d'août, l'idée de "trahison" était dans l'air. Quand Mac-Mahon se fait battre à Woerth et que de Failly ne se précipite pas à son secours, l'idée de la trahison se répand dans l'armée, puis dans tout le pays (4 août) ; on la retrouve le 6 après Forbach, lors des batailles sous Metz à la mi-août et à Sedan au début septembre. Toutes ces défaites successives, contraires à toutes les espérances et à l'idée que chacun se faisait de la puissance

nationale ne peuvent s'expliquer que par la trahison. L'annonce brutale de la capitulation de Metz s'inscrit dans ce soupçon général et, par amalgame à tous les vaincus précédents, Bazaine ne peut qu'avoir trahi. La foule ne raisonne pas l'événement ; sa douleur est trop grande et, non fondée, l'accusation ne fait qu'exprimer l'émotion générale de toute une population exaspérée. Cette émotion retombée, on peut s'attendre à un retour de sagesse et à l'oubli des mots blessants. C'est là qu'intervient deux calculs politiques qui vont fixer la mise en accusation populaire et irraisonnée en vérité officielle. Depuis plusieurs semaines, déjà, l'extrême gauche s'agitait dans Paris et cherchait à ébranler le gouvernement. L'émotion populaire provoquée par la perte du Bourget et la capitulation de Metz est pour elle une opportunité révolutionnaire qu'elle tente de saisir pendant la journée du 1er novembre. Elle exploite la situation et tente - de bonne guerre - de récupérer à son profit l'énorme erreur commise par le gouvernement le 28 quand il a démenti la nouvelle de la capitulation diffusée par Félix Pyat. Le mensonge saute à la figure de l'opinion. Très modérés dans l'ensemble, nos témoins ne cachent pas leur embarras : pourquoi ce mensonge, cette *maladresse* dit Mme Quinet. Les partisans de la Commune ont beau jeu d'exploiter cette faute monumentale, irrattrapable, alors qu'eux-mêmes apparaissent comme des hommes *courageux* qui disent la Vérité au peuple. On le voit immédiatement, l'enjeu est de taille : c'est de la maîtrise du pouvoir qu'il est question ! Dans cette affaire, Bazaine n'est rien de plus qu'un faire-valoir politique ; ce n'est pas même l'homme qui sert ainsi, uniquement son nom. Pris à contre-pied, menacé par une colère à laquelle il s'attend - le journal de Mme Lamber qui nous décrit les préoccupations du préfet Adam avant même que n'éclate l'émeute en témoigne - le gouvernement du 4 septembre n'a pas le choix : pour sauver sa place, il doit contre-attaquer vite, dans l'urgence et ne peut s'embarrasser de scrupule. Accusé de tromperie caractérisée, s'il ne veut pas être réduit à reconnaître son incompetence, il est contraint de désigner une cible à la vindicte populaire. Après le démenti du 28, il ne lui reste qu'une seule solution : faire entendre à une opinion exaspérée que le gouvernement l'a trompée parce qu'il l'a été lui-même. Si démenti il y a eu, c'est parce que Bazaine n'a rien dit de ses intentions : il a trahi ceux auxquels il devait rendre compte. En d'autres termes, l'accusation contre Bazaine n'est pas récusée ; elle est exploitée par la Défense nationale parce que c'est la seule manière pour elle de préserver son autorité en ce temps de crise. Bazaine est un pur bouc émissaire, d'autant plus commode qu'il n'est pas là pour se défendre. Il ne pourra pas venir contredire les assertions du gouvernement.

Manipulation des hommes du 4 septembre ? En effet, même s'il ne connaissait pas tous les détails, le gouvernement savait parfaitement ce qui se passait à Metz ; de même, ceux qui réfléchissaient un peu à la situation militaire du pays sur la base des informations qui parvenaient malgré tout à percer les lignes prussiennes, ceux-là étaient capables de comprendre que Metz allait capituler. Si, vraiment, le gouvernement n'a pas été capable d'évaluer ce risque, n'est ce pas lui attribuer de fait un brevet d'incompétence ? Ce serait lui faire injure que de le croire aussi aveugle. Même dans un pays partiellement envahi et désorganisé, la Défense nationale se devait de contacter tous les responsables un peu important - et, à la tête de la seule armée qui restait à la France, Bazaine était bien au nom de ceux-là - ou s'informer sur leurs situations respectives. Ils se le devaient et ils l'ont fait. Les hommes du 4 septembre (y compris ceux bloqués dans Paris) ne pouvaient ignorer ce qui se passait à Metz. Échappé de la cité lorraine, Bourbaki était à Tours le 19 octobre. Il a forcément témoigné de la situation endurée par l'armée, des efforts désespérés du maréchal, non pour sortir puisqu'il ne pensait pas pouvoir le faire sans un soutien extérieur, mais pour s'informer de la situation réelle du pays et de ce qu'il devait faire. Le passage du général Boyer - envoyé par Bazaine - à Versailles était connu du gouvernement de Paris. Même s'il n'en connaissait pas le détail, ce dernier savait donc parfaitement que des négociations étaient en cours. Pures suppositions ? Non, car on trouve traces de ce savoir dans les journaux

intimes des proches du pouvoir : le 23 - 4 jours avant la capitulation - du Mesnil dit ne pas douter de la chute prochaine de Metz. Le 25, Mme Quinet écrit : *on redoute les intrigues de la réaction en province*. Le 26, un jour avant la publication de la nouvelle par Félix Pyat, le bourgeois anonyme écrit : *Un autre bruit, celui de la capitulation de Bazaine est venu combler la mesure et porter le dernier coup à notre chère espérance*. D'où cet homme tient-il l'information ? Impossible de le savoir ; ce n'est qu'une rumeur mais à cette date, à l'instant même où sont prises les dernières dispositions de la capitulation, elle repose forcément sur des faits tangibles qui ne peuvent échapper à ceux qui ont mission de les guetter. Et c'est encore le journal de Mme Lamber qui nous en apprend le plus et de manière non équivoque. On lit en date du 25 les mots suivants : *On parlait hier (le 24, donc), au gouvernement, du maréchal Bazaine, on doutait de lui ; M. Trochu répartit : "vous avez raison de craindre l'ambition de Bazaine, il est fort mal entouré ; mais il est fin, habile, et il semble qu'il a plus d'intérêt à bien faire qu'à mal faire". Quelqu'un ayant assuré que Bazaine parlementait avec les Prussiens - cette phrase montre que les négociations en cours sont connues du gouvernement - M. Trochu répondit que c'était sans doute pour un échange de prisonniers. Comme on insistait sur le soupçon que Bazaine était peut-être d'accord avec l'ennemi pour une restauration bonapartiste, M. Trochu reprit : "l'empereur n'a aucune influence sur l'armée ; l'armée aujourd'hui s'arrête au capitaine et le capitaine et le petit lignard ne sont plus bonapartistes. Bazaine qui est un orgueilleux travaillera pour lui (...)* . Au delà de l'analyse très pertinente que Trochu fait de l'armée - les carnets de route des soldats et officiers de l'armée du Rhin confirment l'opinion de Trochu - il est intéressant de voir comment le gouvernement soupçonne Bazaine des pires crimes (en l'occurrence, une trahison), mais qu'il le fait sans connaissance de cause - du moins si on en croit l'ignorance ici affichée du gouvernement sur les intentions du maréchal - et sans rien tenter pour en contrer le danger. Que fait la Défense nationale pour s'informer ? Qu'a-t-elle fait depuis que Bazaine est bloqué pour le soutenir, sinon militairement parlant - ce qu'elle n'a pas les moyens de faire - au moins politiquement ou moralement ? Pour en revenir à notre question initiale, on voit bien que le gouvernement sait dès le 24 octobre que Bazaine est en pourparler avec les Prussiens. S'il ignore les termes de la négociation, il ne peut en ignorer absolument le probable motif. Enfin, rappelons le une fois encore, il y a bien eu une fuite le 27. Pyat a dit tenir l'information de Flourens qui la tenait lui-même de Rochefort. La fuite a-t-elle été volontaire, calculée ou accidentelle ; précise ou le fruit d'une remarque anodine sujette à interprétation ? Rochefort a tout nié. Pour autant, Pyat et Flourens n'ont rien inventé et on peut affirmer que le 27, la capitulation de Metz ne faisait guère de doute pour les membres du gouvernement de Paris.

Preuve ultime de la manipulation orchestrée par le gouvernement pour sauver sa tête ? Mme Lamber nous la raconte en date du 30 octobre : *Adam était soucieux ; il savait les choses aussi bien que moi et n'essaya point de m'apaiser ; lui-même s'indignait, non de l'insuffisance de M. Trochu qu'il prétend être le plus désireux d'action au gouvernement, mais des fautes militaires commises au Bourget : "c'était bien la peine, me dit-il, de ménager avec tant de difficultés et scrupules les nerfs de Paris ; on lui donne une crise pour le plaisir de la lui donner"*. Émanant du préfet de police le propos laisse clairement entendre que le gouvernement a cherché à gérer les mauvaises nouvelles, scrupule (pour reprendre le mot d'Adam) qui explique le démenti du 28 sur la chute de Metz. Après avoir souligné la fureur des soldats déçus par la perte du Bourget après tous les risques qu'ils ont courus, Mme Lamber poursuit son récit : *Adam et Rochefort prétendent que le général Trochu au début de l'attaque, les a suppliés de ne pas se monter la tête à propos du Bourget ; il a déclaré, malgré les protestations du gouvernement, qu'il arrêterait l'affaire, qu'elle ne pouvait aboutir à rien (...)* Rochefort nous raconte qu'il a dit hier (le 29) à M. Trochu : *"Général, il y a des positions stratégiques militaires et des positions stratégiques d'opinion ; le Bourget est une de ces dernières, je vous en avertis sérieusement"*. Et il est bien placé pour le savoir lui qui est à

l'origine de la "fuite" exploitée par Flourens et Pyat le 27 ! Tous ces échanges de vues témoignent bien d'un souci de contenir une colère populaire annoncée. *Le doute s'est emparé de tous les esprits*, poursuit Mme Lamber, *on sent l'insuffisance de Trochu, sa faiblesse envers les généraux bonapartistes qui l'entourent. Les parisiens voient, avec raison peut-être, des espions, des traîtres dans l'état-major du gouverneur de Paris.* On le voit, le danger est là et parfaitement perçu : l'accusation de trahison circule et le traître désigné, ce n'est pas Bazaine mais le gouvernement. Le défi à relever s'annonce énorme. Mme Lamber le résume en une phrase : *Les nouvelles qu'on a reçues de la Province sont affreuses, il faudra les donner aujourd'hui, jeter cette huile bouillante sur les plaies vives de Paris.* Mais elle ajoute ce témoignage qui en dit long sur la manœuvre que va tenter de conduire son mari : *Adam est désolé*, écrit-elle, *il croit à une insurrection ; il a dit à M. Ernest Picard qui l'interrogeait (...) : Croyez vous une révolution possible ? Deux révolutions sont possibles, une première dans la journée contre vous et une autre le soir pour vous.* Ainsi le préfet de police évalue-t-il la situation. La veille d'un événement, il prévoit quasiment son déroulement. Extra-lucidité ? Nullement : simple calcul d'un homme qui connaît bien Paris et qui gère la crise. Le lendemain matin, il teste sa tactique sur sa femme dont il connaît le caractère passionnée. Elle même raconte : *Adam ne s'est pas couché. Des rapports lui arrivaient à chaque instant. Ce matin, entre sept et huit heures, il m'apporte l'Officiel et me prie de le lire. Il contenait : 1°) le rapport sur l'affaire du Bourget ; 2°) la nouvelle de la capitulation de Metz ; 3°) la menace d'un armistice. Je m'indigne en lisant. Non, jamais dans un pareil moment, on ne conçoit tant de maladresses.* A cet instant du récit, on peut croire que l'indignation de Mme Lamber tient aux échecs qui s'accumulent. Mais les maladresses qu'elle dénonce ne sont pas les défaites. Elle le dit sans détour : *Jeter brutalement d'aussi grosses épreuves à la tête de gens désespérés, les jeter telles quelles, sans chercher par quelque inspiration patriotique à les rendre moins douloureuses, c'est absurde ; Ah, les cruels ! Adam m'écoute en suivant des yeux mon émotion. Je lui demande ce qu'il va faire. "Je vais faire mon devoir".* Mis en relation avec les propos tenus par Adam à Picard, ce récit où l'on voit le préfet de police guetter les réactions de Paris à travers son épouse est clair : tout est fait pour provoquer la crise qu'on voulait éviter le 28. Le gouvernement ne peut plus cacher la vérité ; il va donc la donner mais de telle façon que l'émotion soit la plus forte possible pour autoriser une réaction. Les trois mauvaises nouvelles du moment, celle du passé (la chute de Metz) qui date du 27 ; celle du présent (la perte du Bourget) qui est d'actualité ; celle du lendemain (l'arrivée de Thiers, négociateur d'un armistice), sont données en même temps et sur un ton que Mme Lamber juge cruel. Pure interprétation de notre part ? Mme Lamber, une fois encore, nous déniaise : *Il n'y a pas de complot, Adam l'affirme ; mais il entend bien provoquer une situation d'émeutes qui le laissera croire car, poursuit Adam (selon sa femme) : l'agitation sera extrême (...) Vont-ils profiter (les Communards) de l'occasion ? Cela n'est pas douteux. Le danger éclatera dans l'après midi. Adam croit encore qu'on pourrait le contenir en montrant beaucoup de garde mobile, mais l'effet n'est pas certain.* Il y a donc bien un risque ; mais Adam l'a calculé et tout va se dérouler à peu près comme il le pressentait. Seule restriction, un petit retard à l'allumage : *Rentré à la préfecture de police vers dix heures, Adam suit les progrès assez lents d'abord de l'émotion publique. Les partisans de MM. Blanqui et Flourens ont été pris au dépourvu ; ils se cherchent.* Le reste n'est plus que le récit d'une tentative de coup d'état avorté par les habiles dispositions prises par le préfet. Cela, c'est une autre histoire. Ce qui nous importe dans le cadre de cet article, c'est de voir comment, pour écarter de soi une accusation impossible à endosser sans entraîner leur propre chute, les autorités parisiennes se sont efforcées de se placer dans une situation de victimes. Elles l'étaient des révolutionnaires coupables d'affaiblir la France au plus mauvais moment et de Bazaine qui les avait trompées. L'accusation portée contre le maréchal et nullement démentie (cette fois) est

de nature purement tactique, en rien fondée - Paris ignore tout des conditions de la capitulation - mais politiquement justifiée du point de vue de ceux qui en usent.

Cette manipulation, nos témoins n'en ont pas tous été conscients ; la plupart dénonce l'insurrection et la tentative de coup d'état. Leur origine sociale et les convictions politiques qui vont avec expliquent aisément ce parti pris. En revanche, ils ne semblent pas dupes de l'accusation portée contre Bazaine. Ils n'y adhèrent pas. Ils ne croient pas à la trahison du maréchal, ne voyant pas l'intérêt qu'il aurait pu y trouver. La crise passée et les esprits calmés, Bazaine et Metz disparaissent des journaux intimes, le "silence" sur le sujet se réinstalle. Ce n'est que le 15 ou le 16 que la question resurgit à la réception de la dépêche de Gambetta (datée du 31) qui dénonce la "trahison". Cette dénonciation faite à chaud et hors de toute connaissance de cause n'est pas plus fondée que celle qui s'est exprimée dans Paris le même jour ; elle a été portée pour le même type de raisons. En témoigne Georges Cavalier (dit "Pipe-en-bois"), un proche de Gambetta qui fut l'un de ses secrétaires pendant cette période (voir la [bibliographie](#)). A propos de la proclamation de Gambetta, il écrit dans ses Mémoires : *On écrivit que Gambetta avait été trop loin ; on protesta (...) Gambetta avait parlé à coup sûr ; il ne pouvait se dégager* (p.240). Que signifie donc cette dernière phrase, sinon que Gambetta ne pouvait se déjuger même s'il s'était trompé ? Il y a dans ce très court passage comme un lapsus révélateur qui semble sans importance pour Cavalier car il croit que le jugement de Trianon donne raison à son chef. Il s'agit pourtant bien d'un aveu indirect d'accusation sans preuve. Sur la foi de quoi ? Sur ce point aussi, le récit de Cavalier est intéressant. Il nous dit de qui Gambetta tenait ses certitudes sur la trahison de Bazaine : *des quatre messagers qu'il (Bazaine) dépêcha sur Tours, dans une intention qu'on a jamais bien expliquée, deux seulement arrivèrent : un polonais et un jeune capitaine de la mobile, M. de Valcourt (...) leurs rapports étaient peu rassurants* (p.233). Un peu plus loin, il ajoute : *(...) Rossel en tête (...) Metz nous renvoya de braves défenseurs avides de prendre leur revanche et de protester devant l'ennemi contre le rôle infâme imposé par un chef odieux* (p.239). Sur la foi de ces témoins, Tours se fait une conviction : *Bazaine avait donc trahi, le doute n'était pas possible (...) Tout l'accablait de preuves probantes* (p.234). Que nous révèlent ces quelques extraits ? D'abord que Bazaine aurait tenté de prendre contact (4 messagers sont répertoriés) avec le gouvernement quand la réciproque n'est pas reconnue. Comment reprocher ensuite à Bazaine de jouer sa carte personnelle quand on ne lui en propose aucune autre ? En second lieu, on voit quelles sont les preuves qui suffisent à Gambetta pour se faire une certitude : les propos d'officiers non représentatifs (ce sont ceux qui ont fait le choix politique de poursuivre la guerre à outrance quand une majorité de des cadres de l'armée et des Français souhaitaient l'armistice) sur la foi de leurs seules assertions. Quels documents fournissent-ils, de quels éléments disposent-ils pour apprécier la situation gérée par Bazaine ? Aucun. Rossel (future figure de la Commune) et Valcourt sont deux des accusateurs les plus virulents de Bazaine. Ils ont d'excellentes raisons personnelles à tenir ce rôle ; mais elles n'offrent aucune garantie d'impartialité. C'est sur la foi du seul témoignage de gens plus proches des insurgés du 1er novembre à Paris que de tout autre parti de France que Gambetta s'est donc fait une conviction. De fait, on a plus l'impression d'un homme qui a pris ses désirs (ou ses besoins) pour des réalités qu'autre chose. Mais pourquoi voulait-il croire Bazaine coupable de trahison ? Cavalier lâche cet aveu *a posteriori* : *tout bien considéré, dit-il (p.240), le mal (la chute de Metz) était moins grave qu'on pouvait se le figurer au premier abord*. Illusion ou inconscience ? Peu importe dans la mesure où il nous fait part des préoccupations principales de Gambetta, *son attention spéciale premièrement à l'armée de la Loire même s'il n'oubliait point les dangers menaçant dans l'Est* (p.207). *Contraint de renforcer l'armée de la Loire, (il) y cherchait le salut* (p.223). Gambetta, en fait, avait tout misé sur cette nouvelle armée, espérant seulement que Metz tiendrait assez longtemps pour qu'il puisse la rassembler, la former et remporter un premier succès. La chute de Metz annihile d'un coup tous les maigres espoirs

qu'il pouvait encore entretenir ; elle révèle surtout les mauvais choix qu'il a pu faire : abandonner l'armée du Rhin à son sort (il ne commande rien, ni pour la secourir pas même pour contacter ses chefs et leur expliquer ses intentions) et tenter de lever une armée qu'il ne peut ni équiper, ni encadrer assez vite pour sauver le pays. Gambetta a commis en réalité deux fautes militaires : n' avoir rien tenté pour se concilier les bonnes grâces de Bazaine (contacté, celui-ci aurait pu faire le nécessaire pour prolonger le blocus faute de quoi il ne mettait vraiment en situation de trahir le gouvernement qui sollicitait son action) ; n'avoir pas compris que le salut de la France passait obligatoirement par Metz et que tous les efforts devaient servir à dégager l'armée qui s'y trouvait enfermée. Ces deux erreurs retombent sur sa tête, sauf s'il parvient à détourner de lui la colère populaire. Dans cette optique, les témoignages de Valcourt, Rossel et autres évadés de Metz sont venus à point nommé. Si la France échoue à nouveau, si Orléans tombe aux mains des Prussiens la faute ne saurait lui être imputée, elle revient au seul Bazaine parce qu'il capitule et libère ainsi les forces ennemies qu'il retenait. Sauf que les nouveaux échecs français (défaite d'Orléans à la mi novembre) sont assez rapides pour s'avérer indépendants de cette libération des troupes prussiennes qui n'ont pas eu le temps matériel de faire mouvement jusqu'au centre du pays !

Comme le préfet Adam, Gambetta a donc instrumenté la capitulation de Metz pour diminuer ses torts. Il n'a pas été loin de le reconnaître ultérieurement et, à sa manière, Cavalier traduit parfaitement les raisons qui ont prévalu quand il écrit dans ses mémoires : *incapacité vaut trahison, quand la République est en danger*. Bazaine n'a pas été capable de tenir plus que ne l'espérait le Gouvernement, sa capitulation a mis celui-ci en danger, il ne peut être que reconnu traître quelles que soient les raisons de son acte.

En attendant, pour les Parisiens qui ne voulaient pas croire à sa félonie, la dépêche de Gambetta fut l'occasion d'une cruelle déception. *A défaut d'autres nouvelles de date plus récente, public et journaux se rabattent sur la question Bazaine et la capitulation de Metz*, écrit Schuler (16/11). Ainsi, la dépêche fut-elle commentée à froid et prit, du fait de son origine, une connotation officielle qui allait l'inscrire comme telle dans les mémoires. Comme d'autres (Mme Sebran, Bosredon, Cornudet, Desplats, du Mesnil), Schuler doute de la culpabilité de Bazaine. Tous ces témoins réticents veulent des preuves ; mais nombre de Parisiens se laissent convaincre parce qu'elle émane d'une haute et respectée autorité de l'état. Pour Bazaine, le mal est irrémédiablement fait. Quels que soient ses torts, la conjonction entre le réflexe d'indignation spontanée et l'instrumentalisation de sa capitulation à des fins politiques officialise un crime qu'il sera très difficile de récuser, surtout dans le contexte politique de 1873, celui dans lequel se déroula le procès de Trianon. Coupable d'avoir rendu les armes contrairement aux injonctions du code militaire, Bazaine fut ainsi accusé d'une trahison qu'il n'avait pas commise parce que cette dénonciation arrangeait nombre de ses contemporains..

### **Ultimes commentaires en termes de conclusions :**

Cette analyse ne permet pas de disculper Bazaine de ses torts. Nous n'avons pas étudié ici les conditions de sa capitulation qui seules permettent de définir la nature de ses fautes. Nous renvoyons à d'autres études sur le sujet. Ce que nous pouvons dire, en revanche, c'est qu'il a été accusé à Paris comme à Tours sans connaissance de cause dans le cadre d'une émotion populaire légitime mais irrationnelle et injuste ; puis par un calcul politique qui n'entendait pas faire de tort à la personne, seulement sauver un gouvernement dont la chute aurait sans doute aggravé les malheurs du pays. Tous ceux qui ont accusé Bazaine à chaud n'avaient sans doute rien de personnel contre lui. Il n'était qu'un nom à jeter en pâture à la vindicte populaire.

Dans un autre contexte, la chute de Metz ne serait pas passée inaperçue, comme le prétend du Mesnil ; mais elle n'aurait pas provoqué de si fermes rancœurs, elle aurait suscité la même tristesse ou abattement que la reddition de Strasbourg ou la défaite d'Orléans. Bazaine a-t-il été victime d'un complot ? Nullement. Tout montre qu'il est celle de circonstances qui se sont accumulées pour donner tort à l'absent. Nul n'avait l'intention d'accabler le maréchal. Bazaine pour les Parisiens ne fut qu'un vague complice d'une trahison qu'ils situaient plus proches d'eux, dans Paris même. Pour eux, les traîtres étaient dans les murs et, selon leurs convictions politiques, c'était Thiers qui négociait avec Bismarck, le gouvernement qui mentait, Flourens qui divisait le pays et provoquait une révolution au mauvais moment, Bellemare et Trochu qui manquaient d'énergie ou étaient des incapables, les soldats qui manquaient de discipline. Au regard de tous ces coupables, Bazaine n'était qu'une silhouette sans importance, un nom. Malheureusement pour lui, l'intérêt de tous les accusés fut le même : trouver le bouc émissaire qui détournerait de leur personne l'accusation dont ils étaient l'objet.

L'analyse montre aussi toutes les "illusions" qu'entretenait Paris et l'origine de celles-ci : pour les Parisiens, la capitale comptait plus que tout le reste, plus que Metz et l'armée qu'elle renfermait. Le parisianisme a produit un aveuglement à tous les échelons, des autorités aux simples citoyens, et il a conduit à privilégier le sort de la capitale sans comprendre que (malgré le désastre de Sedan) tout devait être fait pour sauver Metz en l'informant, en tissant des liens avec le commandement de l'armée du Rhin, en définissant une stratégie qui permettrait d'aider cette armée à tenir plus longtemps ou à sortir, ce qui n'a jamais été fait. Bazaine a peut-être trahi au sens où il a déçu les espérances ; mais c'est toute l'armée du Rhin qui a d'abord été abandonnée par le gouvernement et par Paris.

1 - Pour les références des textes, voir la page de [bibliographie](#).

2- Méfiance qui ne les a pourtant pas empêché de réintégrer ce même Bourbaki échappé de Metz !